

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 356 / Février 2022

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^{ème} TRIMESTRE 2021

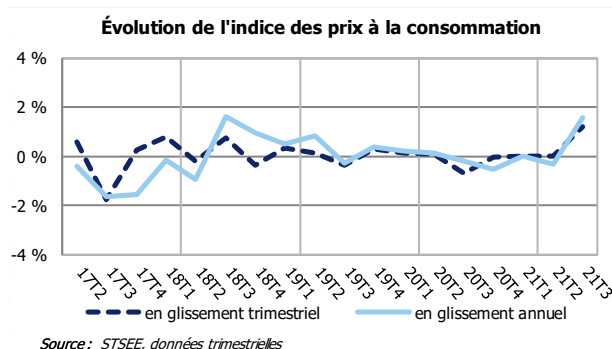
Après le recul du deuxième trimestre, marqué par la propagation de la pandémie de Covid-19 et la mise en place d'un confinement sur le Territoire, la conjoncture du troisième trimestre est mieux orientée. Malgré la hausse des prix après plusieurs trimestres de stabilité, la consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, est en augmentation, tandis que le crédit est stable. Les indicateurs de vulnérabilité des ménages (interdictions bancaires, incidents de paiements par chèque, retraits de cartes bancaires) sont en nette amélioration. Les entreprises sont dans une situation favorable : les importations de biens d'équipement et d'investissement sont en hausse, de même que l'encours des crédits. Le secteur du BTP est également en expansion. En revanche, avec la propagation de la pandémie de Covid-19 en Nouvelle-Calédonie depuis début septembre, le trafic international a été de nouveau perturbé.

Un troisième trimestre en expansion après le repli du deuxième trimestre

Augmentation de l'indice des prix

Par rapport au deuxième trimestre 2021, l'indice des prix a augmenté au troisième trimestre 2021 (+1,2 %). Ce sont surtout les prix de l'énergie qui augmentent (+11,4 %), avec notamment la hausse du prix des carburants (les prix de l'essence et du gasoil ont augmenté respectivement de 9,1 % et 8,3 % en septembre par rapport à juin). Les prix des produits manufacturés et des services augmentent légèrement (respectivement +0,6 % et +0,4 %), tandis que les prix de l'alimentation sont stables (-0,1 %).

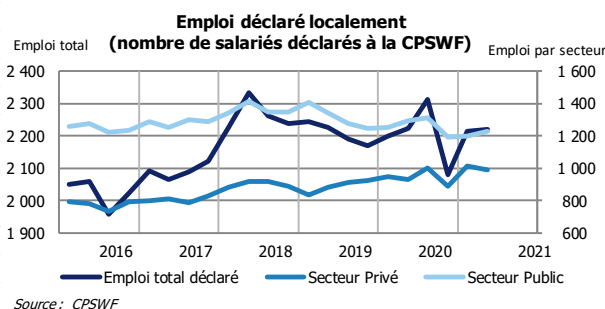
En rythme annuel, l'indice global est également en hausse (+1,6 %), notamment à cause des prix de l'énergie (+20,2 %). Les prix de l'alimentation (+2,1 %) sont également en hausse. En revanche, les prix des produits manufacturés (-0,3 %) et surtout des services (-2,0 %) sont en baisse.



Stabilité de l'emploi déclaré

Selon les données à fin juin 2021, 2 221 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 214 à fin mars 2021. Ainsi, l'emploi est stable en rythme trimestriel (+0,3 %) et en rythme annuel (-0,1 %).

À fin juin 2021, on dénombre 1 231 salariés dans le secteur public, en hausse par rapport au trimestre précédent (+2,7 %) mais en baisse par rapport à l'année précédente (-4,6 %). Le secteur privé compte 990 salariés, soit une baisse en rythme trimestriel (-2,5 %) mais une hausse en rythme annuel (+6,2 %).



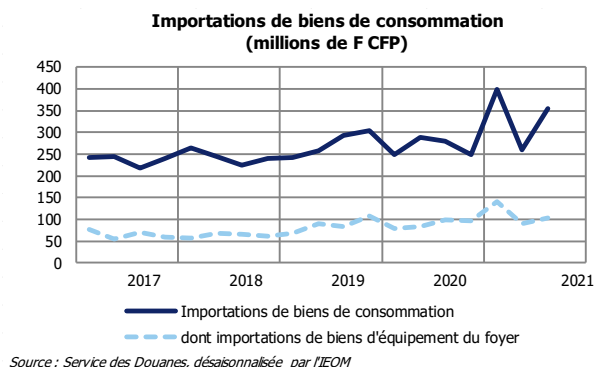
Dans le secteur privé, l'emploi déclaré diminue dans l'ensemble des secteurs, hormis dans celui des services où il augmente légèrement (+0,7 %). Les secteurs de l'industrie/artisanat, du BTP et du commerce sont en baisse par rapport au premier trimestre (respectivement -12,5 %, -10,7 % et -1,3 %).

Comme les emplois déclarés ont augmenté dans le secteur public et diminué dans le secteur privé, la part de l'emploi du secteur public dans l'économie du Territoire augmente pour s'établir à 55,4 % (contre 54,2 % au trimestre précédent).

La consommation des ménages en hausse

Après leur forte baisse (-25,1 %, CVS) au deuxième trimestre, les importations de biens de consommation augmentent au troisième trimestre 2021 (+36,4 %, CVS), à 354 millions de F CFP (données CVS). Elles augmentent également en glissement annuel (+26,4 %, CVS).

Les importations de biens d'équipement du foyer sont en hausse sur le trimestre (+14,1 %, CVS) et sur l'année (+3,8 %, CVS), pour s'établir à 104 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement sont également en hausse sur le trimestre (+36,9 %, CVS) et sur l'année (+21,1 %, CVS), à 53 millions de F CFP (CVS).



Avec 26 immatriculations (données CVS), le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs est en légère baisse sur le trimestre (-1,8 %, CVS), mais reste à un niveau élevé (+144,8 % sur l'année, CVS¹, à cause d'un faible nombre de véhicules immatriculés au troisième trimestre 2020).

La consommation d'électricité est en légère hausse sur le trimestre (+3,3 %, CVS) et sur l'année (+3,4 %, CVS).

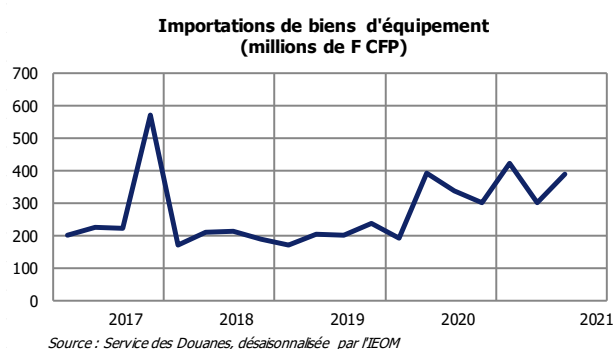
L'encours des crédits à la consommation augmente sur le trimestre (+2,5 %) mais diminue sur l'année (-4,8 %). Le taux de créances douteuses brutes des ménages diminue fortement et s'établit à 2,3 % contre 3,1 % au trimestre précédent ; ce taux est proche de la moyenne de 2020 (2,4 %), mais particulièrement bas en comparaison de la moyenne des dernières années (3,7 % en 2019, 4,4 % en 2018).

À fin septembre 2021, les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent. Même s'il est en augmentation sur l'année (+12,7 %), le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue sur le trimestre, passant de 245 à 230 personnes. Le nombre d'incidents de paiement par chèque diminue également en rythme trimestriel (-40,2 %, soit 104 incidents contre 174 au deuxième trimestre) ainsi qu'en rythme annuel (-36,2 %). Le nombre de retraits de cartes bancaires est désormais nul, les 2 incidents en cours ayant été réglés.

Reprise de l'investissement des entreprises

Après leur forte baisse du deuxième trimestre (-40,3 %, CVS), les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises sont en hausse au troisième trimestre (+28,6 %, CVS) et sur l'année (+14,9 %, CVS)². Les importations de biens intermédiaires sont également en hausse par rapport au deuxième trimestre (+22,9 %, CVS) et surtout sur l'année (+33,7 %, CVS)³.

Avec 49 immatriculations (données CVS), les immatriculations de véhicules utilitaires sont en hausse par rapport au deuxième trimestre (+8,6 %, données CVS⁴) et en très forte augmentation sur l'année (+162,7 %, CVS), renforçant la forte tendance à la hausse des immatriculations en 2021.



L'encours des crédits aux entreprises (1 188 millions de F CFP) baisse sur le trimestre (-2,0 %), mais reste en augmentation sur l'année (+15,1 %). Les crédits d'exploitation ont été multipliés par quatre par rapport au trimestre précédent (+310,3 %, à 41 millions de F CFP) et par plus de sept par rapport à l'année précédente (+635,9 %). Les crédits d'investissement sont en baisse sur le trimestre (-6,5 %), mais en augmentation sur l'année (+22,7 %). Le taux de créances douteuses brutes des entreprises diminue fortement en rythme trimestriel, s'établissant à 0,9 % contre 1,6 % au deuxième trimestre. Comme au trimestre dernier, il est en baisse en glissement annuel (-1,6 point), constituant le taux le plus faible de ces dernières années (2,2 % en moyenne en 2020, 4,0 % en 2019).

¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules.

² Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

³ Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

⁴ Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

Les importations sont en augmentation par rapport à un deuxième trimestre en recul

Les importations totales augmentent sur le trimestre (+18,4 %, CVS) et sur l'année (+29,0 %, CVS). Elles s'élèvent à 2 221 millions de F CFP (données CVS), à un niveau presque aussi élevé qu'au premier trimestre 2021 qui était exceptionnel.

Premier poste d'importations, les importations de produits alimentaires sont en légère augmentation par rapport au deuxième trimestre (+2,9 %, soit 555 millions de F CFP contre 539 millions au trimestre précédent, CVS). De manière similaire, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires à destination des entreprises (respectivement 389 et 437 millions de F CFP, CVS) représentent à elles deux 826 millions de F CFP au troisième trimestre contre 658 millions au deuxième trimestre, soit une augmentation de 26 % (CVS)⁵.

Les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont logiquement en hausse de 10,6 % sur le trimestre, à 350 millions de F CFP (CVS), un niveau également en augmentation par rapport à celui du troisième trimestre 2020 (+18,7 %)⁶. Même si elles diminuent en rythme trimestriel (-9,2 %, CVS), les taxes intérieures sur la consommation (alcool, tabac, hydrocarbures) se maintiennent à un niveau élevé, avec une augmentation de 8,4 % en rythme annuel.

Situation favorable pour les principaux secteurs d'activité

Le secteur du BTP en croissance

Après la diminution du deuxième trimestre, les importations de ciment enregistrent un très fort rebond, surtout en rythme trimestriel (+132,4 %, CVS), mais aussi en rythme annuel (+51,1 %, CVS). Ces importations s'élèvent à 23,6 millions de F CFP (CVS) contre 15,7 millions de F CFP en moyenne sur l'année 2020 (CVS). En fin de deuxième trimestre, les effectifs salariés sont cependant en baisse (-10,7 % à fin juin par rapport à fin mars) pour s'établir à 75 employés.

Une activité commerciale en expansion

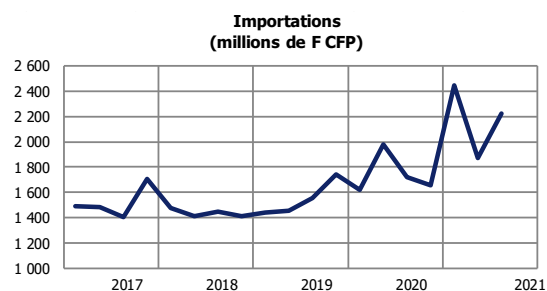
Après le repli du deuxième trimestre, le secteur du commerce est en expansion. Les importations de biens de consommation et d'articles d'habillement augmentent significativement (respectivement +36,4 % et +36,9 %, CVS). Les importations de biens d'équipement du foyer et de produits alimentaires sont également en hausse (+14,1 % et +2,9 % respectivement, CVS). Pour les entreprises, les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement augmentent également (respectivement +28,6 % et +22,9 %, CVS).

Un trafic aérien toujours en deçà

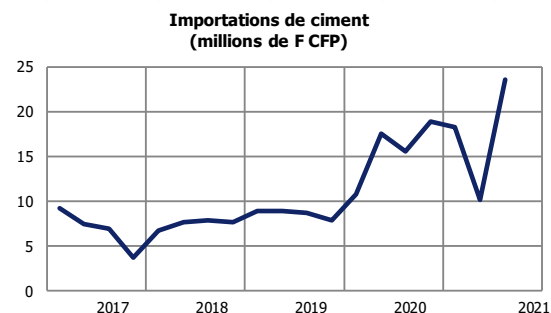
Les données du trafic international pour le troisième trimestre n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de cette note.

Si les vols internes ont pu reprendre sans restriction en juin, les vols internationaux sont restés très limités, et les arrivées de passagers sur le Territoire ont même été suspendues début septembre, avec la propagation de la pandémie de Covid-19 en Nouvelle-Calédonie. Le trafic international devrait augmenter dans les prochains trimestres avec la reprise des vols passagers de la Nouvelle-Calédonie vers Wallis le 18 novembre, à raison d'un vol par semaine et avec la nécessité d'un motif impérieux et d'un confinement strict à l'hôtel.

Après les restrictions de circulation liées à la crise sanitaire au deuxième trimestre, le trafic intérieur est en hausse sur le trimestre (+43,1 %, soit 2 507 passagers, données CVS). Il reste néanmoins en baisse sur l'année (-11,4 %, CVS).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

⁵ Suite à un changement méthodologique dans le traitement de ces données, ces variations peuvent être soumises à des écarts par rapport aux précédentes publications.

⁶ Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

La conjoncture régionale et internationale

LA REPRISE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE SE POURSUIT

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2021 anticipent une croissance du PIB mondial de 5,9 % en 2021. Ces perspectives sont légèrement inférieures à celles de juillet puisque le FMI tablait alors sur une hausse de 6,0 %. Cette révision s'explique par la dégradation de la situation dans les pays avancés, notamment due à des ruptures d'approvisionnement, mais aussi dans certains pays en développement en raison de l'aggravation de la situation épidémique. En 2022, le FMI table sur une progression du PIB mondial de 4,9 %, soit un rythme inchangé par rapport aux perspectives de juillet.

Aux **États-Unis**, la croissance du PIB a nettement ralenti au troisième trimestre. Elle ne s'élève plus qu'à 0,5 % en rythme trimestriel, après une augmentation de 1,6 % au trimestre précédent. Ce ralentissement s'explique par le retour de restrictions sanitaires dans certains États avec la propagation du variant Delta mais également par les difficultés mondiales d'approvisionnement qui provoquent des retards de livraison voire des pénuries pour certains biens. La fin de certaines aides fédérales a également pesé sur la consommation des ménages. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une hausse du PIB de 6,0 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juillet (+7,0 %).

Dans la **zone euro**, le PIB a augmenté de 2,1 % au troisième trimestre, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Le taux de chômage a quant à lui continué de baisser pour s'établir à 7,4 % à fin septembre. Il s'élevait à 7,8 % à fin juin et à 8,6 % un an plus tôt. À l'inverse, le taux d'inflation progresse pour le troisième mois consécutif pour atteindre 3,4 % à fin septembre, contre seulement 1,9 % trois mois plus tôt. Sur l'année entière, le PIB pourrait croître de 5,0 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays de la zone.

En **France**, le PIB a enregistré une croissance de 3,0 % au troisième trimestre après une hausse de 1,3 % au trimestre précédent. Il revient ainsi quasiment à son niveau d'avant-crise (-0,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019). Cette évolution est portée par la progression marquée de la consommation des ménages (+5,0 %) et des exportations (+2,3 %). L'investissement (-0,1 %) et les importations (+0,1 %) sont pour leur part quasiment stables par rapport au trimestre précédent. Selon les prévisions de la Banque de France et du FMI, le PIB augmenterait de 6,3 % sur l'ensemble de l'année.

Le **Japon** a vu son PIB se contracter de 0,8 % sur le trimestre. Cette évolution s'explique par le recul de la consommation des ménages (-1,2 %) et de l'investissement des entreprises (-3,8 %) alors que le pays a traversé, durant cette période, sa pire vague de Covid-19. La pénurie de semi-conducteurs a par ailleurs pesé fortement sur l'industrie automobile qui a été contrainte de réduire nettement sa production en septembre. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 2,4 %.

Enfin, les **pays émergents et en développement** verraient leur PIB croître de 6,4 % en 2021 selon le FMI. Cette évolution masque d'importantes disparités entre les pays : la Chine et l'Inde pourraient voir leur PIB progresser de respectivement 8,0 % et 9,5 % sur l'année tandis que le Brésil et la Russie enregistreraient une hausse moins marquée (respectivement 5,2 % et 4,7 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 novembre 2021.

UNE REPRISE FRAGILE DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Au 3^e trimestre, l'expansion du variant Delta, la lenteur des campagnes de vaccination et les restrictions de mobilité sapent les fondements de la reprise dans la zone Asie-Pacifique. Les circuits de production et d'approvisionnement sont grippés, générant des tensions inflationnistes dans certains pays de la région. Ceux qui exportent des produits de base bénéficient toutefois de la vigueur des cours mondiaux. En septembre, le cours du nickel, dont l'Indonésie est le premier producteur mondial, a touché 20 000 \$/tonne, niveau non atteint depuis mi-2014.

Sortie de récession au 2^e trimestre 2021, l'**Indonésie** affiche une croissance plus modeste au 3^e trimestre (+3,5 % en rythme annuel, après +7,1 % précédemment) qui s'accompagne d'un taux de vaccination très bas (18 % de la population à la fin du trimestre). Freinée par une croissance de la consommation des ménages plus faible (+1 % après +6 %), celle-ci s'appuie sur le dynamisme des exportations qui augmentent de 29,2 %, après +32 %. En novembre, Bank Indonesia, la banque centrale du pays, fait le choix de maintenir son principal taux directeur à un plus bas historique, 3,5 %, afin de soutenir l'activité. Le taux d'inflation, +1,7 % en rythme annuel en octobre, est certes en hausse, mais encore en deçà de la cible des autorités monétaires indonésiennes (2 %).

Le sévère confinement imposé aux principales métropoles d'**Australie** à partir du mois d'août compromet la reprise. La consommation des ménages en est affectée, comme en témoigne le reflux des ventes au détail, -2,2 % en comparaison annuelle au 3^e trimestre 2021, après +8,8 % au trimestre précédent. En outre, la hausse des prix est vive, +3 % (+3,8 % au deuxième trimestre), surtout sur les segments liés à l'énergie et au logement. L'essence sans plomb à la pompe progresse de 25 % par rapport à septembre 2020. Mais pour l'heure, la Reserve Bank of Australia laisse ses taux inchangés, estimant que le marché du travail n'est pas encore sous pression ; en octobre 2021, le taux de chômage remonte à 5,2 % (4,6 % en septembre), retrouvant son niveau pré-Covid (5,1 % en février 2020).

En **Nouvelle-Zélande**, les tensions sur les prix et l'emploi ont incité la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) à remonter d'un quart de point son principal taux directeur, l'Official Cash Rate (0,50 %), dès le début du mois d'octobre. La progression de l'indice des prix à la consommation s'accélère au 3^e trimestre, +4,9 % en glissement annuel, après +3,3 % en juin. Quant aux salaires, ils augmentent de 2,4 %, avec un taux de chômage qui plonge à 3,4 % au troisième trimestre 2021, son plus bas niveau depuis 2007. Cependant, le confinement de la région d'Auckland, décidé pour contrer la brèche épidémique en août dernier, pèse sur les ventes au détail néozélandaises qui reculent de 7 % sur le trimestre (+4,2 %), augurant d'une croissance plus faible au troisième trimestre 2021.

Quant à la **Chine**, elle voit sa croissance se tasser au troisième trimestre, +4,9 % en rythme annuel (+7,9 % au deuxième trimestre et +18,3 % au premier trimestre), grevée par la crise du secteur immobilier (en lien avec les difficultés du groupe Evergrande), des résurgences virales impliquant des quarantaines massives, ainsi que des coupures de courant géantes liées à la pénurie de charbon, qui freinent la production industrielle.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Bank Indonesia, Direction générale du Trésor